

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22  
novembre 2008. Première journée  
*Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*

### **Les deux printemps**

VANKEERBERGHEN, Jean-Paul

2008, 8 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_11\\_les\\_deux\\_printemps.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_11_les_deux_printemps.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : VANKEERBERGHEN, Jean-Paul, « Les deux printemps », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*, Bruxelles, CARCoB, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_11\\_les\\_deux\\_printemps.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_11_les_deux_printemps.pdf) >, (date de consultation).

---

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008  
Première journée – Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

## 11. Les deux printemps

Au moment où les troupes des pays du Pacte de Varsovie ont fait leur entrée en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968, je venais d'avoir 21 ans. Je n'étais encore membre d'aucun parti ou groupe politique. Mais j'ai accueilli la nouvelle comme une catastrophe.

Je faisais des études de sciences sociales à l'Université catholique de Louvain, encore à Leuven. Le début d'année avait été agité dans la cité universitaire, puisque les rues avaient retenti pendant plusieurs semaines du fameux "*Walen buiten*". J'avais assisté à ces événements avec des sentiments mitigés. En tant que francophone, je pouvais difficilement avaler les slogans haineux de la droite nationaliste flamande. Mais il y avait une composante de gauche dans ce mouvement, le Studenten Vak Beweging, dont un des leaders était Paul GOOSSENS, qui allait plus tard devenir rédacteur en chef du *Morgen*. Ces étudiants-là s'inscrivaient bien entendu dans la lutte pour la division de l'université, mais ils portaient aussi des revendications de démocratisation des études et de l'université, réclamaient plus de pouvoir pour les étudiants et tenaient un discours anticapitaliste. D'ailleurs, nous les avons souvent côtoyés quand une manifestation contre la guerre au Vietnam parcourait la cité louvaniste. En outre, étant partisan d'un fédéralisme pour la Belgique, je trouvais que la scission de l'université procédait d'une certaine logique. Ces événements ne m'ont donc pas "traumatisé", comme certains l'ont été.

Les événements de mai 68 en France, qui m'ont fait vibrer, n'ont eu aucune répercussion immédiate sur la vie universitaire louvaniste. Il est vrai que la ville avait déjà fait le plein de manifestations. Mais des revendications de démocratisation se sont exprimées, également du côté francophone, à partir de la rentrée suivante.

### Que faire ?

Personnellement, j'avais fait des choix politiques de gauche depuis mes 17 – 18 ans. J'avais participé aux marches anti-atomiques, aux manifs Vietnam, je lisais assez régulièrement *Le Drapeau Rouge*, depuis un an environ. Je souhaitais m'engager politiquement, mais j'hésitais encore sur le choix à faire. Le parti socialiste ne m'attirait pas : trop "embourgeoisé", intégré et atlantiste. Le PC de GRIPPA me semblait être une secte de dogmatiques épouvantables. Je me sentais assez proche du programme politique du PCB, mais son lien avec l'URSS me posait problème. Je me disais marxiste et je pensais que le socialisme était préférable au capitalisme, mais pas sous un régime autoritaire comme celui du PCUS.

J'avais suivi avec un grand intérêt ce que l'on a appelé le Printemps de Prague : pour la première fois, me semblait-il, un parti communiste au pouvoir acceptait de se remettre en question et tentait de conjuguer socialisme et démocratie. Cela soulevait de grands espoirs. Ils ont été brisés par l'invasion, mais il faut bien reconnaître qu'on s'y attendait. Les réunions dramatiques s'étaient multipliées au sein du mouvement communiste international et le rouleau compresseur était en route depuis plusieurs semaines.

L'année 1968 a donc été un moment clé dans mon évolution. J'avais suivi la révolte de mai 68 avec enthousiasme, en particulier pour son atmosphère libertaire et pour sa contestation d'une société qui commençait à se noyer dans la consommation. Mais j'avais aussi enregistré l'échec patent du gauchisme, alimentant une logorrhée qui a rejeté la société à droite en quelques semaines.

Par ailleurs, le fait que le PCB n'ait pas approuvé l'invasion de la Tchécoslovaquie m'apparaissait comme un tournant important. Le soir du 21 août, j'avais été frappé par l'interview de Marcel LEVAUX au journal télévisé : « *plus tôt vous partirez, mieux cela vaudra*, avait-il dit à l'adresse des Soviétiques. Dans le communiqué du Bureau politique, il ne s'agissait certes pas d'une condamnation ou d'un coup de force, mais d'une "incapacité à approuver". Subtilité sémantique qui m'échappait à l'époque : j'étais jeune et je n'avais jamais fréquenté de communistes ; j'ignorais donc le caractère sacré d'une déclaration du Bureau politique (surtout quand il touchait à des sujets aussi délicats) et le poids de chaque mot qui y était utilisé. Pour moi, ils n'étaient pas d'accord avec les Soviétiques et ça me suffisait. Ce ne sera que plus tard que je me rendrai compte qu'il ne suffit pas de quelques déclarations pour modifier une matrice idéologique enracinée au plus profond du parti.

En outre, devant le Comité central, le président du parti, Marc DRUMAUX, avait affirmé la nécessité d'une voie belge au socialisme, qui ne serait ni soviétique, ni tchèque, mais qui serait une conquête des organisations ouvrières et démocratiques belges. Une orientation confirmée par le congrès du PCB en novembre 1968.

### **Adhésion en 1969**

Au début de 1969, quand même un peu intimidé, j'ai donc été sonner à la porte de l'austère immeuble du Comité central, au 18-20 avenue de Stalingrad. La motivation de mon adhésion était que je souhaitais participer à une action politique que j'espérais efficace, sur la gauche du PSB. Elle se fondait sur la conviction que la classe ouvrière restait un moteur de changement. Ce ne fut pas une décision émotionnelle, ni un acte de foi en l'avènement inéluctable du communisme. Je ne voyais pas un avenir radieux éclairer l'horizon. Depuis que j'avais fait le choix de l'athéisme, à l'âge de 15-16 ans, les concepts religieux m'étaient étrangers : pas de vue messianique donc, ni même de révolte contre l' "injustice sociale". Par contre, réduire les inégalités, oui. Mon adhésion n'était certainement pas le fruit d'une admiration de l'URSS; elle s'est faite plutôt en dépit de la réalité des régimes de l'Est. En revanche, j'étais convaincu de la nécessité de lutter contre l'impérialisme et contre le néocolonialisme. Bref, ce fut un choix politique, pas existentiel.

Mon choix du PCB était aussi motivé par la croyance que le socialisme pouvait apporter une réponse plus efficace aux problèmes de société, que la logique du profit propre au capitalisme ne faisait qu'aggraver. Je croyais aussi que le socialisme ouvrait la possibilité d'une gestion plus rationnelle de la société et qu'il permettrait d'apporter des solutions aux problèmes qui se pointaient à l'époque, en matière d'environnement et d'urbanisme notamment. Mon espoir était que le PCB pourrait devenir le noyau d'une force de gauche proposant une alternative réelle. La non-approbation de l'invasion de la Tchécoslovaquie ouvrait cette possibilité.

En tant que nouvel adhérent, mon engagement était déterminé. J'ai milité au niveau local, notamment en participant activement à la campagne électorale communale de 1970 à Ixelles, puis au niveau de la fédération bruxelloise. En 1972, j'ai accepté le statut de permanent que me proposait Louis VAN GEYT. Après quelques mois au secrétariat du groupe parlementaire communiste, je me suis retrouvé, en janvier 1973, au *Drapeau Rouge*, pour un remplacement; et j'y suis resté. Le métier de journaliste m'attirait; j'y avais d'ailleurs songé quelques années auparavant. Il m'a permis de me confronter à la réalité et d'acquérir une plus grande indépendance d'esprit. J'ai poursuivi mon action militante en parallèle.

Au cours de ces premières années de militance, je n'ai pas été très attentif à ce qui se passait au sein du mouvement communiste international. La distance prise en 1968 était pour moi un fait acquis. Je n'ai pas perçu certains signaux, annonciateurs d'une courbe rentrante. J'avais en tout cas d'autres priorités.

### **Normalisation**

A la fin de 1974, j'ai cependant commencé à me poser des questions. La direction du *Drapeau Rouge* (et derrière elle, bien entendu, celle du parti) m'a envoyé en reportage en Tchécoslovaquie dans le but de montrer que "*la crise n'est pas fatale*" (on était confronté aux retombées du premier choc pétrolier) et que le socialisme poursuivait imperturbablement sa marche en avant : pas de chômage, pas d'inflation, etc. Avant mon départ, le directeur politique du DR, Susa NUDELHOLE, m'avait précisé que ce reportage n'avait rien à voir avec la situation politique à Prague et que nous ferions un petit rappel des positions prises en 1968. Ce qui fut d'ailleurs fait, en termes prudents. Ce reportage a été apprécié. Il a même tellement plu à certains que l'ambassade de Tchécoslovaquie a proposé de financer l'édition d'une brochure reprenant ces articles. Seule différence : le passage rappelant la position du PCB en 1968 n'y figurait plus...

A ce propos, une anecdote : quelque temps après la parution de ce reportage, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Bruxelles m'a invité à un déjeuner en tête à tête. Il avait été un homme important dans l'équipe de NOVOTNÝ, avant le Printemps de Prague; je crois me souvenir qu'il s'appelait KOUCKÝ. Il m'a accueilli dans sa luxueuse résidence d'Uccle, au milieu de peintures abstraites qui ne méritaient sûrement que les caves du musée à Prague. Au cours de la discussion, il m'a dit : "*Votre reportage était très intéressant, mais vous vous faites encore beaucoup d'illusions*". Je lui ai fait valoir la

supériorité du socialisme dans sa capacité à mieux gérer la société dans l'intérêt de tous, par exemple pour protéger l'environnement. Je ne lui ai inspiré que quelques sarcasmes. "La pollution est pire chez nous que chez vous", m'a-t-il précisé...

C'est en 1975 que j'ai pris conscience qu'il y avait eu un reniement des positions prises par le PCB en 1968. A la suite de la publication d'une lettre critique de DUBČEK, nous avons eu une discussion à la section d'Ixelles qui a regretté le manque d'information dans le DR ainsi que l'absence de réflexion dans le parti sur ce qui se passait en Tchécoslovaquie. Le Comité de la section l'a fait savoir aux instances dirigeantes du parti, qui n'ont pas répondu. La section d'Ixelles a réagi une deuxième fois, en novembre 1975, à la suite du séjour à Prague d'une délégation du PCB composée de Jef TURF et de Jean BONNET. Le communiqué commun déclarait que la délégation belge avait "hautement apprécié la politique du PCT" et ses succès ; des entretiens qui s'étaient déroulés "dans un esprit de fraternité cordiale" et qui ont confirmé une identité de vues, "large" selon le DR, mais "absolue" selon le bulletin d'information de l'agence ČTK. Le PCB avalisait ainsi complètement la normalisation menée par le PCT.

Cette fois, Louis VAN GEYT a répondu - longuement comme il se doit - aux Ixellois pour leur dire, en substance, que les positions du PCB sur la démocratie socialiste étaient bien connues et que la lettre de DUBČEK avait été utilisée par les tenants de l'atlantisme "musclé". Sur le fond, le président du PCB précisait que "*par-delà les divergences portant sur tel ou tel ensemble de problèmes ou d'événements même importants, du passé ou du présent, ce sont la solidarité fondamentale et la volonté d'oeuvrer de concert (souligné par lui) dans le sens de la coexistence et de la coopération, contre l'impérialisme, qui doivent caractériser en ordre essentiel, nos rapports avec les partis communistes et ouvriers des pays socialistes, y compris le PCT*".

### **Acceptation du fait accompli**

La Tchécoslovaquie est restée à l'ordre du jour pendant toutes les années 70, avec la création de Charte 77 et les répressions. Toute information sur ces événements que publiait le DR provoquait des crises d'urticaires dans le parti. Ces événements ont empoisonné la vie du parti : on critiquait quand on ne pouvait pas faire autrement, mais sans remettre en cause la solidarité fondamentale avec les oppresseurs.

Ce fut un mécanisme constant : quand un événement ne pouvait pas être ignoré, le PCB exprimait un peu de désapprobation, avec toute la prudence et les circonlocutions d'usage, pour avoir ses cartes en règle avec les principes, puis on passait à l'ordre du jour et on acceptait la réalité du socialisme réellement existant. De Prague à Varsovie, le PCB a toujours fini par accepter le fait accompli, tout en affirmant que ses positions n'avaient pas changé.

Le même scénario s'est réalisé à propos de la Pologne. Elle avait déjà connu des grèves en 1970, qui furent la cause de la chute de GOMUŁKA. Nouvelles grèves et manifestations en 1976, puis grève générale en 1980. La naissance de Solidarność fut un événement d'une importance capitale. Pour la première fois, un mouvement syndical



indépendant était reconnu officiellement dans un régime qui, jusque-là, n'acceptait que des organisations sociales fonctionnant selon le principe de la courroie de transmission, sous le contrôle du parti. Un tel événement faisait naître, dans la gauche occidentale du moins, un nouvel espoir de réforme démocratique du socialisme. Espoir à nouveau déçu. Comme douze ans auparavant, les Soviétiques ont multiplié les pressions, de plus en plus menaçantes. Ils n'ont toutefois pas eu besoin d'intervenir militairement : l'armée polonaise et le général JARUZELSKI se sont chargés de la besogne en imposant l'état de guerre le 13 décembre 1981.

J'avais pu suivre d'assez près ce qui se passait en Pologne. J'y avais fait plusieurs reportages; j'avais pu nouer des contacts avec des Polonais qui m'avaient aidé à comprendre comment fonctionnait le régime. Ont aussi alimenté ma réflexion : les analyses critiques de Jacques MOINS et d'autres, ainsi que l'expérience de mon ami Bob FRANCIS, journaliste au Rode Vaan, qui avait été envoyé à Prague pour y représenter le parti au comité de rédaction de la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*. Bob a séjourné plusieurs années dans la capitale tchécoslovaque, y a appris le tchèque et a pu ainsi nouer de nombreux contacts avec les habitants de ce pays.

### **Plus qu'un problème de droits de l'homme**

C'est ainsi que j'ai pris conscience progressivement, au cours des années 70, que ce qui était en jeu n'était pas seulement un problème de droits de l'homme et de démocratie à restaurer. La dictature du parti communiste y avait donné naissance à des régimes totalitaires, en ce sens qu'ils étouffaient les libertés publiques, mais aussi qu'ils attendaient de chacun, à tous les instants de sa vie, qu'il se fonde dans un moule, qu'il adopte des comportements d'adhésion au régime et à l'idéologie en vigueur. Mais plus personne n'était dupe. On participait au défilé du 1<sup>er</sup> mai, on agitait des petits drapeaux rouges, on saluait les grands dirigeants, parce qu'on ne savait jamais. On ne voulait pas avoir d'ennui au boulot ou dans sa vie quotidienne, mais on n'en pensait pas moins. Ou bien on ne pensait tout simplement pas. Le système communiste était ainsi devenu un grand théâtre où chacun jouait le rôle qui lui était assigné. Mais c'était un théâtre tragique.

Si ces régimes totalitaires se sont montrés efficaces dans la répression et dans l'emprise sur les esprits, ils l'ont été beaucoup moins sur le plan économique. Le socialisme en URSS a réussi un développement industriel considérable en moins de 50 ans, au prix de grandes souffrances pour le peuple (comme ce fut le cas en système capitaliste). Mais il n'a pas pu aller plus loin, vers une économie moderne. Celle-ci nécessite de la souplesse, des facultés d'adaptation, un développement des technologies de communication. Or les régimes du socialisme réel étaient tout sauf des sociétés de communication. Il était impensable de pouvoir aller faire une photocopie au magasin du coin; les rares photocopieuses existant dans les entreprises étaient sous haute surveillance. Même les boîtes aux lettres des particuliers n'étaient pas accessibles aux simples citoyens : le côté fentes était collé au mur, sous clé; pour distribuer le courrier, le facteur devait faire pivoter le panneau portant les boîtes aux lettres, y introduire le courrier et refermer le tout à clé contre le mur de l'immeuble. On pensait à tout, là-bas.

L'évolution de ces régimes a abouti à ce paradoxe : le collectivisme proclamé a produit une société atomisée, sans liens sociaux, à l'individualisme exacerbé, où chacun était obsédé par la recherche de biens de consommation introuvables et de petits boulots ou de combines variées.

### **Constat d'échec**

Pour moi, l'échec du PCB est qu'il n'a pas pu accomplir un aggiornamento fondamental qui aurait fait de lui un parti trouvant sa légitimité en Belgique. Mais le pouvait-il vraiment? Et aurait-il pu ainsi échapper à la tourmente qui s'annonçait ?

À la base, il y avait un problème génétique : le PCB était né de la Révolution d'octobre et s'était construit sur la solidarité avec le pays qui l'avait incarnée. Pouvait-il couper ce cordon ombilical ? Il aurait fallu l'oser pour éviter d'être entraîné dans la chute, mais il n'est pas sûr que l'enfant serait resté en vie. Tout s'est passé comme si les PC étaient en fait incapables d'évoluer vers l'âge adulte. Le PC italien est celui qui s'est orienté dans une direction nouvelle avec le plus de volonté, mais même lui n'a pas survécu, en tant que tel en tout cas, à l'implosion de l'univers communiste.

D'autres facteurs ont joué dans cette incapacité du PCB à se réorienter. Ses divisions d'abord, et le fait que les groupes conservateurs en son sein étaient soutenus par le PCUS par des canaux divers. Je retiens aussi l'incapacité de la génération qui dirigeait le parti dans les années 70 et 80 à tirer toutes les conséquences de ce qui se passait à l'Est et qu'ils ne pouvaient ignorer. Dans leur esprit, formé pour la plupart à la période stalinienne, l'URSS restait l'élément clé de toute stratégie. C'était évident dans le discours tenu par VAN GEYT pendant trente ans.

Faut-il évoquer la question de l'argent ? Le PCB vivait au-dessus de ses moyens et était manifestement incapable de s'autofinancer. Pour alimenter un appareil pléthorique par rapport au nombre de ses adhérents, il avait monté un système de financement ayant recours à des sociétés commerciales satellites, Tracosa et Pachon notamment, qui étaient actives dans l'import-export et comme entremetteuses dans le commerce avec les pays de l'Est. Les dirigeants du PCB ont toujours affirmé que ce montage financier leur permettait de rester indépendants. Cela reste à voir. La solidarité politique ouvrait manifestement des portes à Moscou et dans les autres capitales de l'Est. A contrario, on constatera que ces sociétés commerciales n'ont pas survécu à l'effondrement des régimes communistes; si elles s'étaient rendues indispensables commercialement, pourquoi n'auraient-elles pas pu continuer à traiter avec les nouveaux venus ?

Enfin, au niveau de la Communauté européenne, les PC se sont révélés incapables de transformer l'essai baptisé eurocommunisme et de construire ensemble une force de gauche structurée, indépendante, démocratique, intégrant les nouvelles formes de lutte sociale et offrant une perspective différente de celle d'une social-démocratie de plus en plus résignée au libéralisme. Ce manque de volonté d'unité, qui aurait dû être la priorité, a conduit à la disparition des uns, à la social-démocratisation des autres.

Personnellement, dès la seconde moitié des années 70, j'ai commencé à éprouver de plus en plus de doutes sur la capacité de se réformer de l'URSS et des autres régimes du socialisme réel. Les années BREJNEV ont été celles d'un blocage total et d'un pourrissement intérieur de ces régimes. Les grèves de 1980 en Pologne ont permis une dernière tentative de réaliser des réformes démocratiques dans le cadre d'une société socialiste. L'arrivée de Solidarnosc sur la scène syndicale et, inévitablement, politique a constitué un événement exceptionnel. Mais on a vite senti que ce défi était trop énorme. Les régimes de l'Est étaient trop sclérosés pour pouvoir composer avec une telle brèche dans les fondements du système. Comme le déclara Enrico BERLINGUER au lendemain du coup d'État du général JARUZELSKI, l'élan de la Révolution d'octobre était bel et bien épuisé. Constat lucide mais tardif, car cela faisait pas mal de temps qu'on était passé de l'élan au piétinement. La proclamation de l'état de guerre en Pologne a été le coup de grâce, non seulement pour le socialisme réel mais pour tout le mouvement communiste international. Le terme communisme n'était plus qu'un repoussoir pour l'opinion en Occident. A l'Est, il signifiait en plus, concrètement, oppression et inefficacité économique. L'idée même d'une organisation socialiste de la société est devenue impensable.

### **Un simple malentendu**

À mes yeux, en 1981, il ne restait plus que deux perspectives pour les pays du socialisme réel : soit un raidissement des appareils au pouvoir fondé sur une répression permanente et accrue, soit une succession de crises sociales et économiques aboutissant à une décomposition de ces sociétés. Je n'imaginai pas que l'effondrement allait être si rapide.

Incontestablement, GORBATCHEV a fait preuve de courage politique en lançant la perestroïka. Mais il était beaucoup trop tard. Il a surtout ouvert une boîte de Pandore. La société soviétique était dépourvue de tout mouvement politique qui aurait pu épauler la réforme, puisque toute pensée indépendante avait été étouffée dans l'oeuf pendant des années. Le socialisme réel a produit des citoyens décervelés politiquement. D'où ce basculement soudain dans un capitalisme ultralibéral et mafieux, auquel une partie de la nomenklatura s'était d'ailleurs préparée.

Au fond, avec le recul, je me dis que mon adhésion au PCB reposait sur un malentendu. Je croyais m'inscrire à un parti dont les intérêts prioritaires étaient en Belgique et en Europe capitaliste. Eh bien, ce n'était pas le cas. Le vieux slogan : "*La pierre angulaire de l'internationalisme prolétarien est la solidarité avec l'Union soviétique*", restait d'application, sinon officiellement, en tout cas dans la mentalité et dans la pratique des dirigeants du PCB. Jamais ils n'ont réussi (mais l'ont-ils seulement voulu ?) à se libérer de ce fil à la patte. Fatalement, ils ont sombré avec le navire amiral.

Ceci dit, les quinze ans que j'ai passés au PCB (dont dix comme journaliste au *Drapeau Rouge*) m'ont permis d'apprendre beaucoup. J'y ai acquis un métier. J'y ai observé les ressorts de l'âme humaine, notamment l'âpreté des jeux de pouvoir même pour des enjeux dérisoires. Et, par moments, je me suis bien amusé.